



FICHE PAYS

2017

LA COOPÉRATION SUISSE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX



Représentations suisses

-  Ambassade avec Bureau de coopération
-  Ambassade avec Centre consulaire régional

Crédits: CGIAR-CSI, GeoNames.org, Natural Earth. © 2014 Natural Earth, CC 3.0

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les désignations figurant sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle par la Suisse.

Depuis vingt ans, la Suisse soutient les efforts des Balkans occidentaux pour davantage de démocratie et pour développer une économie sociale de marché. Malgré les nombreux progrès réalisés, il reste à accomplir d'importantes réformes et les pays de la région sont confrontés à de nouveaux défis. L'aide à la transition contribue à atténuer les phénomènes à l'origine des conflits, à régler les conflits, à mettre sur pied des institutions dignes de confiance, à atteindre une croissance durable, à protéger l'environnement et à intégrer les pays de cette région au sein de l'Europe.

Contexte

Après la guerre en Bosnie et Herzégovine qui a pris fin en 1995, des réformes ont été progressivement mises en place dans les États des Balkans. La Croatie et la Sloveenie, deux États de l'ex-Yougoslavie, ont rejoint l'UE. Dans les pays bénéficiant de la coopération suisse au développement, à savoir l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine et la Serbie, la transition vers un nouveau système tout comme le processus d'intégration à l'Union européenne ont progressé différemment. La Serbie et l'Albanie sont plus avancées que la Bosnie et Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine.

La crispation des relations entre la Russie et l'Occident, le ralentissement du processus d'intégration à l'UE et la crise migratoire constituent de nouveaux défis pour les Balkans occidentaux. En outre, les relations restent tendues entre les pays. Malgré les efforts considérables déployés, il reste encore beaucoup à faire pour consolider les institutions politiques, rattraper le retard économique et enrayer le chômage.

C'est pourquoi le soutien de la communauté internationale reste nécessaire et doit mettre l'accent sur la gouvernance, l'inclusion sociale et la diminution des inégalités, le règlement des conflits et la protection de l'environnement.

Les objectifs de la coopération dans les Balkans occidentaux

En fournissant une aide à la transition aux pays des Balkans occidentaux, la Suisse vise à soutenir la transition vers des systèmes fondés sur la démocratie et l'économie de marché, à prévenir les conflits et à promouvoir la cohésion et l'inclusion sur le plan social.

La Suisse soutient le processus d'intégration européen car elle a un intérêt à voir les Balkans occidentaux prendre la voie du développement et de la stabilité tant du point de vue de la sécurité que de l'économie et de la politique migratoire. Cet intérêt s'explique également par la proximité géographique de ces pays et la présence en Suisse d'une diaspora issue des Balkans occidentaux.

Domaines d'action prioritaires de la coopération

Dans chacun des pays partenaires dans les Balkans occidentaux, la Suisse a mis en place une stratégie de coopération. La concentration des efforts sur certains thèmes prioritaires, la longue expérience et la continuité de la coopération suisse lui confèrent une visibilité et une crédibilité élevées.



Les gouvernements et administrations sont plus attentifs aux besoins de la population.

Gouvernance, consolidation des institutions et décentralisation

La Suisse soutient la modernisation de l'administration et la répartition des tâches sur les différents niveaux de gouvernance. Elle s'investit en faveur d'une stabilisation des structures démocratiques, d'une consolidation des institutions et des réformes de décentralisation. Elle encourage la participation de la population aux prises de décision à l'échelon communal et le travail des organisations de la société civile.



Les guichets uniques, résultats de la gouvernance locale, offrent des services municipaux compréhensifs et transparents.

Emploi et développement économique y compris formation professionnelle

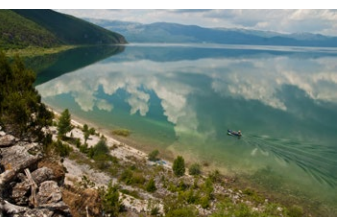
La Suisse entend contribuer à créer des perspectives professionnelles et économiques dans ces pays. Elle favorise la mise en place de conditions favorables au développement économique, au commerce et aux entreprises. Elle fournit des conseils en matière de gestion des finances publiques et contribue à renforcer le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises compétitives, et à faciliter l'accès aux marchés (internationaux). Elle œuvre en faveur d'un système de formation professionnelle moderne et adapté aux besoins du marché et s'efforce d'intégrer les jeunes dans le marché du travail et d'améliorer les services de l'emploi.



Afin de pallier le chômage, la Suisse soutient la formation professionnelle chez les jeunes.

Infrastructure, changement climatique et eau

La Suisse soutient les mesures destinées à favoriser un approvisionnement en eau et en énergie efficace et abordable et à assurer l'élimination des eaux usées dans les zones urbaines et rurales.



Restauration de l'écosystème du lac Prespa.

Santé

La Suisse soutient le développement de prestations de santé abordables pour tous. Son objectif dans ce domaine est de soutenir la mise en place d'une offre complète de soins médicaux de base, de garantir aux groupes défavorisés un accès aux services de santé sur un pied d'égalité avec le reste de la population et de promouvoir des réformes dans le secteur de la santé.



La Suisse s'engage pour l'accès universel aux soins de santé primaire.

Partenariats migratoires

Les partenariats migratoires avec la Bosnie et Herzégovine, le Kosovo et la Serbie visent à faciliter le dialogue entre ces États et la Suisse, à favoriser la réintégration des candidats au retour, à réduire l'immigration clandestine, à renforcer les dispositions légales en matière d'asile et à créer des conditions favorables permettant aux membres de la diaspora de contribuer au développement.

Services fédéraux impliqués et budget

Les stratégies de coopération pour les Balkans occidentaux sont mises en œuvre par la Direction du développement et de la coopération (DDC), rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), et par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), rattaché au Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR).

Le montant des dépenses inscrit au budget de la coopération pour la période 2017-2020 dans la région des Balkans occidentaux s'élève à quelque 538 millions de francs, dont deux tiers financés par la DDC et un tiers par le SECO.

D'autres services fédéraux s'investissent également dans les Balkans occidentaux, notamment le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) dans le cadre des partenariats migratoires avec la Serbie, la Bosnie et Herzégovine et le Kosovo, mais également la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE et le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), qui ont des activités au Kosovo.

Impressum

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne, Suisse
www.ddc.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
3003 Berne, Suisse
www.seco-cooperation.admin.ch

Photos: © DDC